

Penser global et agir local, pour une expression des élu-e-s régionaux-ales au Conseil Fédéral d'EELV

Exposé des motifs

A l'occasion des élections régionales de décembre 2015, Europe Ecologie-Les Verts a malheureusement subi la perte de près de trois quarts de ses élu-e-s. Toutefois, il y en a encore plus de 60, dans sept Conseils régionaux. Dans trois Régions, nous participons à des majorités : Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie. Dans quatre autres, nous siégeons dans les rangs de l'opposition : Auvergne-Rhône-Alpes, Ile-de-France, Normandie, Pays-de-la-Loire.

Comme lors des mandatures précédentes, nos groupes font vivre à l'échelle nationale une coordination des élu-e-s régionaux-ales écologistes, avec l'appui de la FEVE, ce qui leur permet notamment d'échanger des informations, d'élaborer des initiatives communes dans les Régions (vœux, tribunes, etc.) ou encore de s'adresser collectivement à Régions de France (ex Association des Régions de France, ARF), ce qui nous a notamment permis d'y obtenir la présidence de la commission « développement durable ».

On peut regretter qu'il y ait eu jusqu'à présent - en particulier durant les deux derniers mandats où nous comptons de très nombreux-ses vice-président-e-s de Région - une insuffisante connexion entre l'action menée par les élu-e-s dans les Conseils régionaux et la vie d'Europe Ecologie-Les Verts au niveau national tout comme avec l'action de nos élus nationaux et européens, en dépit des aspirations régionalistes et décentralisatrices de notre mouvement.

« L'acte III de la décentralisation » issu du dernier quinquennat est insatisfaisant à bien des égards. Il n'en reste pas moins que le périmètre des compétences des Régions a continué de croître. Dans cette période et même si nos forces sont plus limitées, il est d'autant plus nécessaire de mieux articuler le travail des groupes d'élu-e-s régionaux avec le parti au niveau national. L'action des écologistes dans les Conseils régionaux peut nourrir les réflexions du Conseil fédéral, tout comme les débats du parti irriguent le travail de ses élu-e-s.

Il en va de même et cela peut aller en s'amplifiant entre l'action des Régions et celles des communes et intercommunalités, notamment dans la perspective des échéances électorales de 2020. Dans certains Conseils Politiques Régionaux, les ordres du jour se nourrissent aussi de ce que les groupes d'élus à tous les niveaux entreprennent.

Le chemin de la refondation passe aussi par un lien plus fécond avec ce que nous appelons le « peuple de l'écologie » et plus largement l'écologie des actes ou des solutions. C'est aussi quand nous sommes acteurs dans les collectivités, a fortiori lorsque nous participons aux exécutifs mais aussi dans le travail d'opposition, que se nouent ce lien tant attendu avec les nombreuses initiatives citoyennes, qui sont d'ores et déjà en train de changer le monde.

L'une des premières mesures concrètes pourrait consister à consacrer lors de certaines réunions du Conseil fédéral un temps à l'actualité des élu-e-s des Conseils régionaux, non pas pour parler du cas de chaque Région individuellement mais pour donner des nouvelles sur l'actualité des Conseils régionaux, sur les combats qui y sont menés par nos élu-e-s, notamment avec un gouvernement recentralisateur qui n'exprime jusqu'ici que peu de considération à l'égard des collectivités territoriales, sur des sujets communs qui font avancer l'écologie politique
...

MOTION :

Le Conseil fédéral d'EELV décide que plusieurs fois par an, lors de ses réunions, un temps sera consacré à l'actualité des élu-e-s des Conseils régionaux et de l'assemblée des français de l'étranger, sur proposition de la coordination des groupes, sur le modèle de ce qui existe déjà pour nos représentant.e.s au Parlement européen et au Sénat.

Unanimité moins un blanc